



Exploitations menacées, revenus effondrés, métier en danger : STOP aux contraintes absurdes et au harcèlement réglementaire !



Mobilisons-nous nombreux le 5 novembre à Toulouse

Pas un jour sans qu'une pile de normes et de règlements absurdes n'entrave encore un peu plus l'exercice de notre métier. **La situation a maintenant atteint le seuil de l'inacceptable** : aujourd'hui ce sont nos exploitations qui sont directement menacées, ce sont nos revenus qui s'effondrent, dans un contexte économique qui ne peut nous permettre d'en supporter d'avantage.

FNSEA et JA, dans ce contexte, ont appelé à une journée nationale de mobilisation. Midi-Pyrénées répond à l'appel ! Mobilisons-nous tous à Toulouse le 5 novembre.

La révision des zones vulnérables engagée fin 2012 cristallise notre colère : nous n'en pouvons plus de ces réglementations irrationnelles et dévastatrices. **La surenchère réglementaire et environnementale permanente détruit tous les jours l'économie de nos exploitations et nos revenus.**

Depuis des mois l'administration reste sourde à nos propositions : c'en est fini. Fini de ne pas être entendu, **fini d'essayer de faire comprendre ces réalités du vivant qu'ils rêvent de faire rentrer dans des normes technocratiques absurdes. C'en est fini des arnaques écologiques et des dégâts dévastateurs de nos gouvernants.**

En matière de production alimentaire, en matière d'emploi, en matière d'attractivité et de qualité environnementale de nos campagnes **nous ne sommes pas des figurants.** Nous n'avons toujours aucune réponse ? Alors nous apporterons les nôtres par la rue !

Pour exercer enfin notre métier normalement : RDV tous à Toulouse le 5 novembre

**STOP à l'écologie technocratique,
STOP au harcèlement des normes,
STOP aux obstacles à la production et à l'emploi.**

Nos principales revendications :

- Nous rejetons la zone vulnérable
- Nous demandons le non blocage des dossiers d'installation au 1^{er} janvier 2015.
- Nous refusons toute hausse de taxe : énergie, phytosanitaires, eau...
- Nous demandons 2 plats sur 3 d'origine française dans la RHF, et la promotion de l'origine France.
- Nous demandons l'abandon du compte pénibilité et l'allègement des charges sur le travail.
- Nous demandons un accompagnement des trésoreries des exploitations : épargne défiscalisée, simplification du transfert de DPB à l'installation, ...
- Nous demandons une année blanche sur les contrôles verdissement/PAC.
- Nous demandons un soutien de l'UE, hors PAC, face à l'embargo.

Contacts presse :

Service Syndical FDSEA 05.62.34.57.37 / JA 05.62.34.93.40.72